

**Les organisations professionnelles du Bâtiment et des Travaux Publics
renouvellent leur engagement avec l'Etat
pour accompagner les entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Ce 24 janvier, les organisations professionnelles du Bâtiment et des Travaux Publics en Auvergne-Rhône-Alpes ont renouvelé leur engagement avec l'Etat pour accompagner les entreprises du secteur dans leurs évolutions : développement des compétences, transitions numérique et écologique, prévention santé-sécurité ... La signature de ce nouvel accord régional Bâtiment et Travaux Publics s'inscrit dans la continuité des précédents afin de poursuivre et d'intensifier les actions engagées en faveur de l'accompagnement des entreprises dans la gestion des compétences dans un contexte de transitions.

[Un accord signé par les représentants des 4 organisations professionnelles de la région \(FFB, CAPEB, FRTP, SCOP BTP\) et de la DREETS par délégation de la Préfète de Région, à télécharger ICI.](#)

De g à d. Franck Prouteau, président des SCOP BTP AURA – Samuel Minot, président de la FFB AURA – Isabelle Notter, directrice régionale de la DREETS – Dominique Guiseppin, président de la CAPEB AURA – Sacha Trifunovic, président de la commission formation de la FRTP AURA

« Dans cette période confuse, déstabilisante, nous sommes particulièrement heureux de pouvoir signer avec

*l'État, un contrat cadre
pour accompagner notre
branche en région, ses
entreprises et ses
salariés. L'Etat*

déconcentré est pour nous un partenaire particulièrement précieux qui cherche à amortir les stops and go, à trouver des solutions pragmatiques et à établir une forme de vision de long terme et de stabilité pour nos entreprises », c'est par ces mots que Samuel Minot, président de la FFB AURA a introduit la signature de l'accord de partenariat entre la branche du Bâtiment et des Travaux Publics et l'Etat.

Renouvellement d'un partenariat de longue date

Cette convention, d'une durée de 3 ans, s'inscrit dans la continuité des actions précédemment engagées. Il s'agit du renouvellement d'un partenariat de plus de 10 ans. Pour Isabelle Notter, directrice régionale de la DREETS, *« il marque la volonté de l'Etat d'accompagner les entreprises du BTP. C'est un engagement fort des pouvoirs publics aux côtés des organisations professionnelles pour accompagner les entreprises, notamment face aux transitions écologique et numérique. Ces transitions impliquent en effet une vision stratégique sur les marchés et compétences de demain. »*

Renforcer l'accompagnement en matières de sécurisation des parcours, RH, RSE, promotion des métiers & prévention-sécurité ...

Le but de cet accord-cadre est d'accompagner les entreprises pour répondre à leurs problématiques, notamment :

- Leur évolution et leur développement ;
- La montée en compétences de leurs salariés et la sécurisation des parcours professionnels ;
- La lutte contre la concurrence déloyale et la fraude au travail détaché ;
- Et aussi prendre des mesures pour prévenir les risques professionnels

Avec ce renouvellement, il s'agit de poursuivre voire d'intensifier les actions déjà engagées, et plus particulièrement auprès des **TPE et PME de notre région** : *« L'accompagnement direct des entreprises que nous retrouvons dans le nouvel accord-cadre est bien un de ses axes prioritaires. Les TPE et PME du Bâtiment et des Travaux Publics font face à de nombreuses évolutions de tout ordre, et il s'agit d'être à leurs côtés, par le biais de dispositifs, pour les aider dans leurs démarches d'évolution en matière d'organisation RH avec une sécurisation des parcours professionnels et le développement des compétences des salariés. »* souligne Dominique Guiseppin, président de la CAPEB AURA.

Franck Prouteau, président des SCOP BTP en région, souligne la pertinence de cet accord pour encourager les bonnes pratiques **RSE**, et incite à développer l'accompagnement à la transmission des entreprises aux salariés : *« Notre Fédération mobilise 100 % de nos adhérents dans une démarche de progrès à travers des bonnes pratiques RSE. Nous les encourageons à répondre aux enjeux des transitions sociale, écologique et numérique. Dans le cadre de cet accord, nous avons développé une action avec l'OPPBTP, CONSTRUCTYS, les acteurs de la branche et l'AFNOR pour les accompagner vers une démarche labellisée RSE SCOP BTP ».*

La **promotion des métiers** est aussi un enjeu fort pour la branche, qui souffre d'un manque d'attractivité : *« Il est crucial de promouvoir les métiers afin d'attirer de nouveaux talents, de mettre en valeur les carrières, de favoriser la diversité. Les organisations professionnelles de nos secteurs souhaitent développer un outil, sous la forme d'un livrable généraliste destiné aux familles et aux jeunes intéressés, en réponse à l'essor du numérique. L'objectif de ce projet est de concevoir un livret qui présente brièvement chaque métier du Bâtiment et des Travaux Publics, tout en fournissant des liens vers des ressources en ligne pour approfondir les parcours de formation. »* souligne Sacha Trifunovic, président de la commission formation de la FRTP AURA.

Egalement, parmi les nouveautés, figure un **projet d'expérimentation relative à la formation des salariés pour professionnaliser le transfert des compétences en interne** dans les entreprises : *« C'est un enjeu important, notamment pour nos entreprises innovantes ou pour celles qui disposent de savoir-faire spécialisés. Celles-ci ne trouvent pas toujours sur le marché les formations qui correspondent à leur activité et ce dispositif interne pourrait pallier ce manque d'offre. Quelques adhérents ont déjà été identifiés pour cette expérimentation, je pense notamment à la*

construction-rénovation de salles blanches. » précise Samuel Minot, président de la FFB AURA.

Enfin, pour tous les signataires, il s'agit aussi d'être attentifs aux conditions d'emploi dans la branche en mettant l'accent sur la **prévention des risques professionnels**. La profession est d'ailleurs impliquée, aux côtés de l'OPPBTP, dans la mise en œuvre du Plan Régional de Santé au Travail (PRST 4). Il convient aussi de maintenir les efforts en matière de **lutte contre la fraude au travail détaché**.